



RAPPORT FINAL GUINEE - ANNEXES

MECANISME DE SUIVI & APPRENTISSAGE TIERCE PARTIE (TPML)
DU FONDS FIDUCIAIRE D'URGENCE POUR L'AFRIQUE

Rapport préparé par Altai Consulting pour le FFU | Mai 2021



Financé par
l'Union européenne



1. TABLE DES ACRONYMES UTILISES

Acronyme	Nom complet
AGUIPE	Agence guinéenne de promotion de l'emploi
APIP	Agence de promotion des Investissements privés
ASCAD	Agence du service civique d'action pour le développement
CCI (ITC)	Centre du commerce international
CSP	Comité de suivi-proximité
DUE	Délégation de l'Union Européenne
ENABEL	Agence belge de coopération pour le développement
FENU (UNCDF)	Fonds d'équipement des nations unies
FFU	Fonds Fiduciaire d'Urgence pour les Migrations en Afrique
GIZ	Agence allemande de coopération pour le développement
IC	Initiative Conjointe
MAEGE	Ministère des affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger
MASPFE	Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance
METFP	Ministère de l'Emploi, du travail et de la Formation Professionnelle
MJEJ	Ministère de la Jeunesse et de l'emploi jeune
MSPC	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile
OGLMI	Organisation guinéenne de lutte contre la migration irrégulière
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONFPP	Office national pour le perfectionnement professionnel
PMO	Partenaire de mise en œuvre
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
POS	Procédures Opérationnelles Standard
SLC	Sahel-Lac Tchad
TPML	Third-Party Monitoring and Learning (Suivi Apprentissage Tierce Partie)
UTC-UTR	Unité technique centrale - régionale

2. PROGRAMMATION FFU ETUDIEE EN GUINEE

Nom du projet	Initiative Conjointe UE-OIM + top-up régional	INTEGRA-ENABEL-PNUD-FENU	INTEGRA-CCI	INTEGRA-GIZ	Lutte contre la traite Expertise France	Protection des migrants Terre des Hommes
Localisation	Tout le pays	Axe Conakry- Mamou- Labé	Tout le pays	Axe Conakry-Mamou-Labé	Tout le pays	Axe Conakry-Koundara
Budget	5 400 000 EUR (100% FFU) + top-up régional	35 000 000 EUR (100% FFU)	15 000 000 EUR (100% FFU)	10 000 000 EUR (100% FFU)	18 000 000 EUR (<i>régional</i> - dont 17,4M FFU)	20 000 000 EUR (<i>régional</i> - 100% FFU)
Objectif	Contribuer au renforcement de la gouvernance des migrations et à la réintégration durable des migrants.	Créer des perspectives économiques et d'emploi dans les régions à fort potentiel migratoire pour prévenir la migration irrégulière et faciliter le retour			Appui à la Lutte contre la traite interne et internationale	Contribuer à la création d'un environnement protecteur pour les enfants et jeunes migrant(e)s à travers le renforcement de l'accès aux services de base le long des routes migratoires
Groupes cibles	Migrants guinéens retournés d'Europe ou d'Afrique du Nord, communautés de retour, migrants potentiels, autorités nationales	Jeunes de 18 à 35 ans, sans emploi ou en sous-emploi, migrants de retour, communautés d'intervention, autorités locales et nationales	Jeunes guinéens, migrants de retour, autorités nationales	Jeunes élèves du primaire et secondaire, jeunes majeurs, migrants de retour, autorités nationales	Victimes de traite, migrants, migrants potentiels, employeurs potentiels et autorités nationales	Jeunes migrants vulnérables (enfants / femmes) ; Victimes de traite) dans les zones d'origine et de transit ; prestataires de protection
Période du projet	Mai 2017 – Octobre 2020 (contrat national) ; top-up jusqu'à Mars 2021	2018-2022			2020-2024	2020-2023
Activités principales	Retour, réintégration, sensibilisation - Assistance au retour et à l'arrivée : accueil, centres de transit, enregistrement, détection de la vulnérabilité, appui médical, orientation, argent de poche et acheminement vers destination finale - Assistance à la réintégration : appui psycho-social, formation professionnelle, placement d'emploi, soutien matériel pour projet individuel, collectif, communautaire ; assistance en cash (COVID-19) ; suivi	(Ré)insertion, sensibilisation - Parcours d'intégration à l'ASCAD (PNUD) ou en chantiers-écoles de construction d'infrastructures à caractère économique et social permettant aux jeunes d'acquérir des compétences professionnelles et des revenus (ENABEL). - Soutien à l'entrepreneuriat et à l'insertion financière	(Ré)insertion - Renforcement de filières porteuses pré-identifiées (agro-alimentaire, numérique, contenu local) - Soutien à l'entrepreneuriat et l'insertion financière	(Ré)insertion - Préparation à la vie professionnelles dans les écoles primaires - Amélioration et élargissement de l'offre de formation professionnelles (notamment grâce aux formations de courte durée) - Soutien à l'entrepreneuriat	Protection et sensibilisation - Renforcement de capacité des acteurs nationaux et de leur collaboration (notamment à travers le CNLTTPA) - Renforcement des outils de prise en charge directe (mécanisme de référencement, fonds d'indemnisation etc.) - Sensibilisation (voir partie sensibilisation)	Protection et sensibilisation - Activités de protection directe - Renforcement de capacités et de la coordination des prestataires de protection - Sensibilisation (voir partie sensibilisation)

3. LISTE DES STRUCTURES ET ACTEURS RENCONTRES

Type d'acteur	Organisation	Position	Nombre et date de rencontre (la plus récente)
FFU	DUE	Chargé de programmes Gouvernance Coordination programmes FFU Chef de la coopération	3 11-nov-20
PMO	ENABEL	Directeur de programme Chargé de programme en Appui aux Opérations et au Suivi Evaluation Responsable du service ingénierie sociale Chargée identification des jeunes et communication	3 18-sept-20
Partenaire gouvernemental	Ministère des Affaires Étrangères et des Guinéens de l'Étranger (MAEGE)	Directeur général adjoint des guinéens de l'étranger	2 10-mars-2020
PMO	IOM - OIM	Directeur de programme Chargé de la composante « réintégration » Chargée de la composante « protection » Chargé des « opérations » Equipe sensibilisation Chargé de suivi-évaluation	3 22-sept-2020
Partenaire gouvernemental	Ministère de l'Action sociale, de la promotion féminine et de l'enfance (MASPFE)	Chef de division Protection Cogestionnaire du centre d'accueil et de transit	3 28-sept-2020
Partenaire gouvernemental	Ministère de de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) Service national d'action humanitaire (SENAH)	Directeur du SENAH Chef de Section au SENAH	1 6-mars-2020
Partenaire gouvernemental	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'emploi et du travail (METFP-ET)	Secrétaire général	1 6mars-2020
Partenaire gouvernemental	Secrétariat Général aux affaires religieuses	Point focal OIM	1 9-mars-2020
Partenaire gouvernemental	Ministère de la Jeunesse	Directrice nationale de l'emploi jeune	2 6-oct-2020
PMO	FENU	Coordinatrice/teur de programme	3 19-sept-2020
PMO	PNUD	Chargé de projet	3 25-sept-2020

PMO	GIZ	Responsable d'exécution sur la composante préparation professionnelle dans le cadre INTEGRA Responsable suivi-évaluation Conseiller technique, promotion de l'éducation à la base Expert sénior préparation à la vie professionnelle	3 30-sept-20
PMO	Centre du commerce international (CCI)	Gestionnaire programme INTEGRA-ITC Coordinatrice de programme	3 24-sept-2020
Partenaire gouvernemental	Agence du service civique d'action pour le développement (ASCAD)	Directeur adjoint	2 5-oct-2020
Partenaire gouvernemental	Agence guinéenne pour la promotion de l'emploi	Président Directeur général	3 1-oct-2020
OSC	Association pour le développement rural et l'entraide mutuelle en Guinée	Chargé de programme	1 26-sept-2020
OSC	Appui aux femmes et enfants pour le développement durable	Chargé de programme	1 26-sept-2020
OSC	Alliance pour la promotion de la gouvernance des initiatives locales	Chargé de programme	1 26-sept-2020
Partenaire gouvernemental	Agence pour la promotion des investissements privés	Direction soutien aux entreprises	3 30-sept-2020
OSC Partenaire OIM	Organisation guinéenne pour la lutte contre la migration irrégulière (OGLMI)	Présidents Membres	3 2-oct-2020
Partenaire gouvernemental	Office pour la formation et le perfectionnement professionnel (ONFPP)	Directeur général	2 3-mars-2020
Autre PTF	Plan international	Chargé de programme	1 27-sept-2019
PMO	Expertise France	Chargé de programme	1 30-sept-2020
PMO	Terre des Hommes (TDH)	Chargé de programme	1 1-oct-2020
PMO	Rarili	Directrice Générale	1 28-sept-2020

4. LISTE DES DOCUMENTS COLLECTES ET EXPLOITES

Organisation / Auteur	Date	Titre
FFU	-	Document d'action T05-EUTF-SAH-REG-08-04 : Initiative FFUE – OIM pour la protection et la réintégration des migrants : République de Guinée
FFU	-	Document d'action T05-EUTF-SAH-REG-08: <i>Strengthening the management and governance of migration of returning migrants in Ivory Coast, Ghana, Guinea, and Guinea Bissau</i>
FFU	-	Document d'action top up : T05-EUTF-REG-REG-04-03
Enabel, PNUD, FENU	-	Document d'action TF05-EUTF-SAH-GN-01-02 : Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA-ENABEL)
FFU	-	Document d'action : T05-EUTF-REG-SAH-12 : Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée
FFU	-	Document d'action : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest
GIZ	-	Document d'action TF05-EUTF-SAH-GN-01-03 : Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA-GIZ)
ASCAD	2018	Memento d'instruction civique de l'ASCAD
Agence française de développement	2015	Cadre d'intervention – Guinée
CCI	2019	Rapport annuel INTEGRA ITC (1)
CCI	2020	Rapport annuel INTEGRA-ITC (2)
CCI	2019-2020	Feuilles de route opérationnelle (filières agro-alimentaires ; promotion du contenu local ; cartographie de l'écosystème numérique guinéen)
Direction Générale du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances français	2020	Situation économique et financière
ENABEL	2019	Rapport annuel des résultats (1)
ENABEL	2020	Rapport annuel des résultats (2)
Expertise France	2020	Rapport semestriel - 1er semestre 2020
FFU	2020	ROM report : T05-EUTF-SAH-REG-08-04 Initiative EUTF-OIM pour la protection et la réintégration des migrants : République de Guinée
FFU	2020	ROM report : T05-EUTF-SAH-GN-01-02 Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée – ENABEL - INTEGRA
Fonds monétaire international	2018 2019 2020	Reviews under the extended credit facility arrangements
France Terre d'Asile	2018	Bilan OFPRA
Groupe de la Banque africaine de développement	2018	Document de stratégie pays – Guinée (2018-2022)

Groupe de la Banque Mondiale	2019	L'emploi, la productivité et l'inclusion des jeunes
Groupe de la Banque Mondiale (IDA, IFC, MIGA)	2018	Country Partnership Framework for the Republic of Guinea Overcoming growth stagnation to reduce poverty
ICMPD-OIM	2015	A Survey on Migration Policies in West Africa
INS-OIM	2019	Migrer pour réussir. Analyse des trajectoires migratoires de la jeunesse guinéenne à travers l'expérience de migrants de retour Cité sous « La migration irrégulière des jeunes en Guinée »
Inspection générale de l'administration, Inspection générale des affaires sociales, Inspection générale de la justice, Assemblée des départements de France	2018	Mission bipartite de réflexion sur les mineurs non accompagnés
J. Tjaden	2020	Assessing the impact of awareness raising campaigns on potential migrants – what we have learned so far
MGSOG	2017	Study on Migration Routes in West and Central Africa
OIM	2018	Procédures opérationnelles standard pour l'aide au retour volontaire et à la réintégration
OIM	2020	Procédures opérationnelles standard pour l'identification, le référencement et la prise en charge des personnes victimes de traite en République de Guinée
OIM	2017	Rapport de démarrage initiative FFU-OIM
OIM	2018	Rapport narratif intermédiaire à l'Union Européenne – an I
OIM	2018	EU-IOM Joint Initiative's 1st Biannual Report March 2019
OIM	2019	Rapport narratif intermédiaire à l'Union Européenne – an II
OIM	2019	EU-IOM Joint Initiative's 2nd Biannual Report November 2019
OIM	2020	Assistance to Voluntary and Humanitarian Return, Jan-Jun 2020; Profiles of migrants assisted to return to their country of origin, West and Central Africa
OIM	2020	EU-IOM Joint Initiative's 3rd Biannual Report July 2020
OIM	2020	EU-IOM Joint Initiative's 4th Biannual Report October 2020
OIM	2020	EU IOM Joint Initiative for Migrant Protection and Reintegration: Provision of cash assistance as part of reintegration support during the Covid-19 crisis in the Sahel and Lake Chad region
OIM	2017	Évaluation sur les mouvements migratoires (Phase 1)

OIM	2018	Guide de l'assistance à la réintégration des migrants de retour
OIM	2018	Guide d'appui et de référencement
OIM	2020	Irregular migration routes to Europe west and Central Africa (January-June 2020)
OIM	2021	Assistance to voluntary and humanitarian return 2017-2020; Profiles of migrants assisted to return to their country of origin, West and Central Africa
OIM	2020	Migration on routes within and from West and Central Africa DTM FMS Data 2019 Migration Protection and Assistance Division (MPA)
OIM	2020	Evaluation on reintegration activities in the Sahel and Lake Chad Region
OIM	2020	L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable en guinée
OIM	2017	Plan national de communication et de visibilité de l'OIM Guinée
OIM	2017	Regional communication and visibility strategy: EU-IOM Joint Initiative
OIM	2018	Stratégie de sensibilisation de l'OIM Guinée
OIM	2018	Stratégie de communication du projet EUTF-OIM
OIM	2019	Enquête initiale et stratégie de sensibilisation du projet OMEGA
OIM	2019-2021	Enquêtes 'CAP' de base et finale du projet « IOM X » à Matoto
OIM	2020	Assessing the effectiveness of online Facebook campaigns targeting potential irregular migrants: A pilot study in three West African countries
OIM	2019	The Impact of Mobile Cinema Events on Potential Migrants in Guinea: Impact Evaluation Report
OIM	2019	Rapport d'évaluation d'impact campagne « <i>Migrants as Messengers</i> » (MAM), l'impact de la communication entre pairs sur les migrants potentiels au Sénégal
OIM	2018-2019-2020	Comptes rendus des réunions UT et CSP
OIM	2017-2018	Comptes rendus des premières réunions du comité de pilotage du projet de renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration des migrants en guinée : Initiative du FFU et de l'OIM
OIM	2019	Modèle de plan de réintégration FFUE-OIM
OIM	2019	Guide du mécanisme de référencement OIM-partenaires
OIM	2020	Lessons learnt on Cash for Work in Guinea
OIM	2019	Les « Ruées vers l'or » en Haute Guinée : Profile et dynamiques migratoires
OIM - Samuel Hall	2018	Cartographie et profil socio-économique des communautés de retour en Guinée : rapport de synthèse
OIM-CEDEAO-FMM West Africa-Altai Consulting	2020	Migration en Guinée : Profil migratoire national 2020
OIM-MASPFE- UNICEF	2018	Protocole d'Entente MASPFE-UNICEF-OIM
OIM-Samuel Hall	2018	Analyse des principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal)
OIM-Samuel Hall- University of Sussex	2020	Mentoring returnees: study on reintegration outcomes through a comparative lens.

PNUD	2019	Fiche signalétique de projet
PNUD, ENABEL, FENU	2018	Synthèse des plans régionaux d'investissements prioritaires des régions de Conakry, Kindia, Mamou et Labé
Rarili	2019	Stratégie de communication du programme INTEGRA
Rarili	2020	Rapport intermédiaire ; Appui à la communication transversale du programme INTEGRA en Guinée
République de Guinée	2015	Programme national d'insertion économique des jeunes PNISEJ
République de Guinée	2016	Plan national de développement économique et social
Save the Children et Mixed Migration Center	2018	<i>Young and on the move in West Africa</i> (https://mixedmigration.org/resource/young-and-on-the-move-in-west-africa/)
Université Gaston Bergé de Saint-Louis du Sénégal	2019	La migration en Guinée : mon projet, les candidats, et les réseaux migratoires

5. SELECTION ET CARACTERISTIQUES DES REpondants ENQUETES

5.1. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE SUR LE RETOUR ET LA REINTEGRATION

Les enquêtes des cycles 1, 2 et 3 en Guinée ont permis d'interroger un total de **429 migrants de retour** (156 au cycle 1, 120 au cycle 2 et 153 au cycle 3) bénéficiaires d'une assistance au retour et/ou à la réintégration financée par le FFU.

- ✓ **Objectifs de l'enquête** : 100 répondants à chaque cycle.
- ✓ **Répartition entre PMO** :
 - EN Guinée, les répondants étaient soit bénéficiaires d'une assistance à la réintégration fournie par l'OIM, soit bénéficiaires du projet INTEGRA mis en œuvre par le consortium ENABEL-PNUD-FENU/GIZ/CCI. Aucun bénéficiaire de la GIZ n'a pu être interrogé.
 - La répartition a été ~ 80% OIM et ~ 20% INTEGRA. Les migrants de retour bénéficiaires d'INTEGRA ont été sur-représentés à la fois pour assurer une variété de parcours de réintégration et pour disposer d'un échantillon suffisant pour dégager des tendances intéressantes.
- ✓ **Régions couvertes** : Conakry, Boké, Mamou et Kindia.
- ✓ **Critères d'éligibilité à l'enquête** :
 - Âgés de 18 ans ou plus ;
 - Nationalité guinéenne ;
 - Résidant dans une zone accessible logistiquement et sécuritairement ;
 - Bénéficiaires d'une assistance au retour de l'OIM et/ou d'une assistance à la réintégration de l'OIM ou d'INTEGRA.
- ✓ **Sélection des bénéficiaires** :
 - Bénéficiaires de l'OIM :
 - Cycle 1 : Une base de données fournie par l'OIM a permis un échantillonnage. Les bénéficiaires ont été sélectionnés afin de saisir un large éventail de parcours de réintégration.
 - Cycle 2 et 3 : Les listes de contacts obtenues n'ont pas permis un échantillonnage des répondants. Pour compléter les listes fournies, des répondants des cycle

précédents ont été interrogés à nouveau, et les enquêteurs ont identifié des répondants supplémentaires à travers la technique de la boule de neige.

○ Bénéficiaires d'INTEGRA :

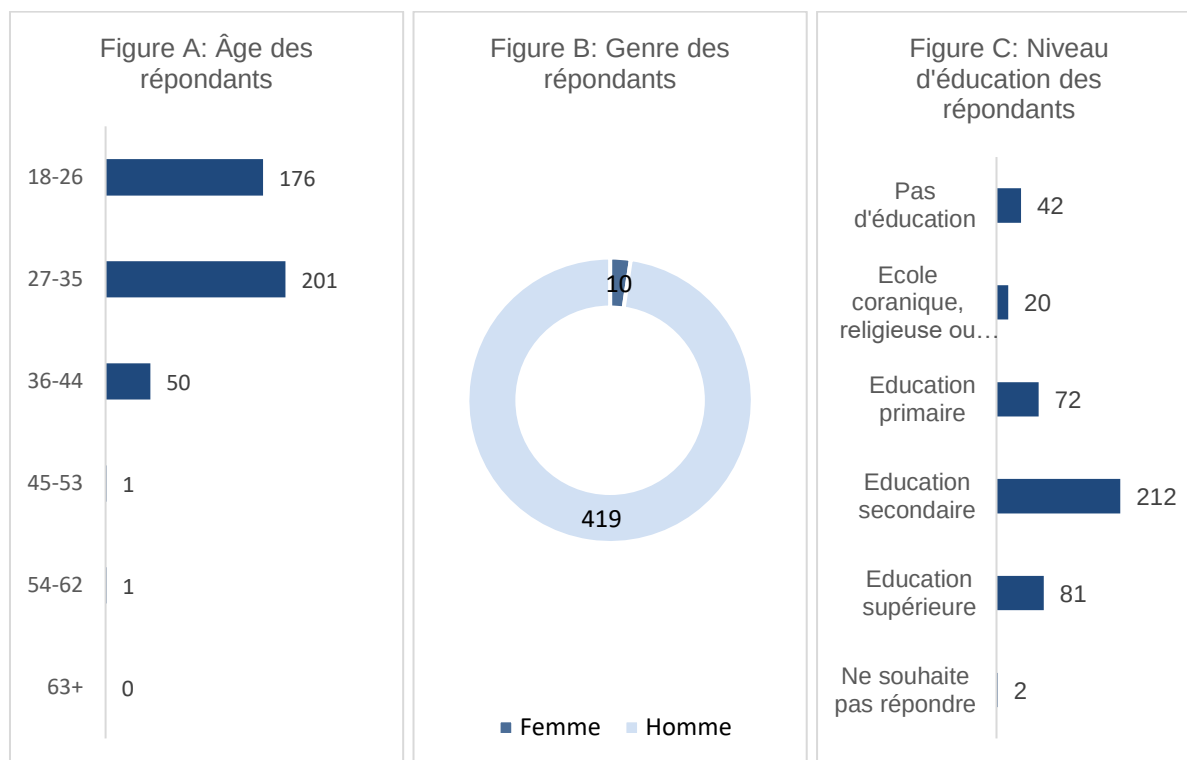
- Les listes de contacts obtenues n'ont pas permis un échantillonnage des répondants. Pour compléter les listes fournies, des répondants des cycle précédents ont été interrogés à nouveau, et les enquêteurs ont identifié des répondants supplémentaires à travers la technique de la boule de neige.

✓ **Biais possibles :**

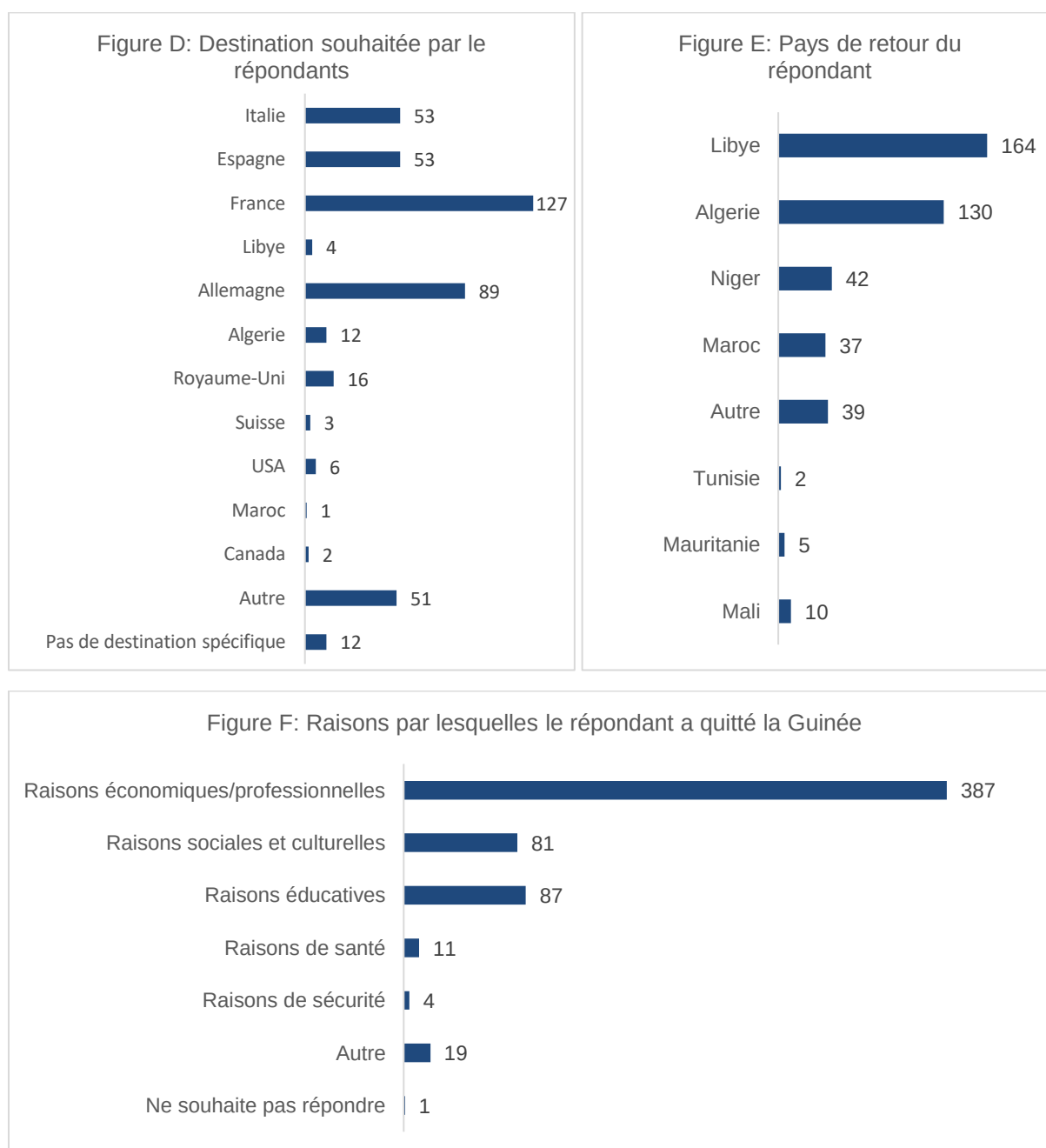
- Biais méthodologique : pas d'échantillonnage systématique possible. Les données récoltées sont indicatives de la situation des migrants de retour en Guinée, mais ne sauraient être statistiquement représentatives. Mesures de mitigation : orientation des enquêteurs lors de la boule de neige, consigne de ne pas sur-représenter un centre de formation ou un projet afin de capturer une variété d'expériences, etc.
- Biais lié à la nature de l'enquête : possible tendance des répondants à exagérer leur insatisfaction dans le but d'obtenir une assistance supplémentaire. Mesure de mitigation : l'introduction de l'enquête clarifie le statut indépendant de l'enquêteur et l'absence d'influence des réponses sur l'assistance que le migrant de retour serait amené à recevoir par la suite.
- Biais de désirabilité sociale : possible tendance des répondants à l'enquête à vouloir se montrer sous un jour favorable. Mesures de mitigation : formation des enquêteurs afin d'assurer l'anonymat et la confidentialité des réponses.

5.2. PROFIL DES REpondants A L'ENQUETE SUR LE RETOUR ET LA REINTEGRATION

Eléments de démographie



Parcours migratoire



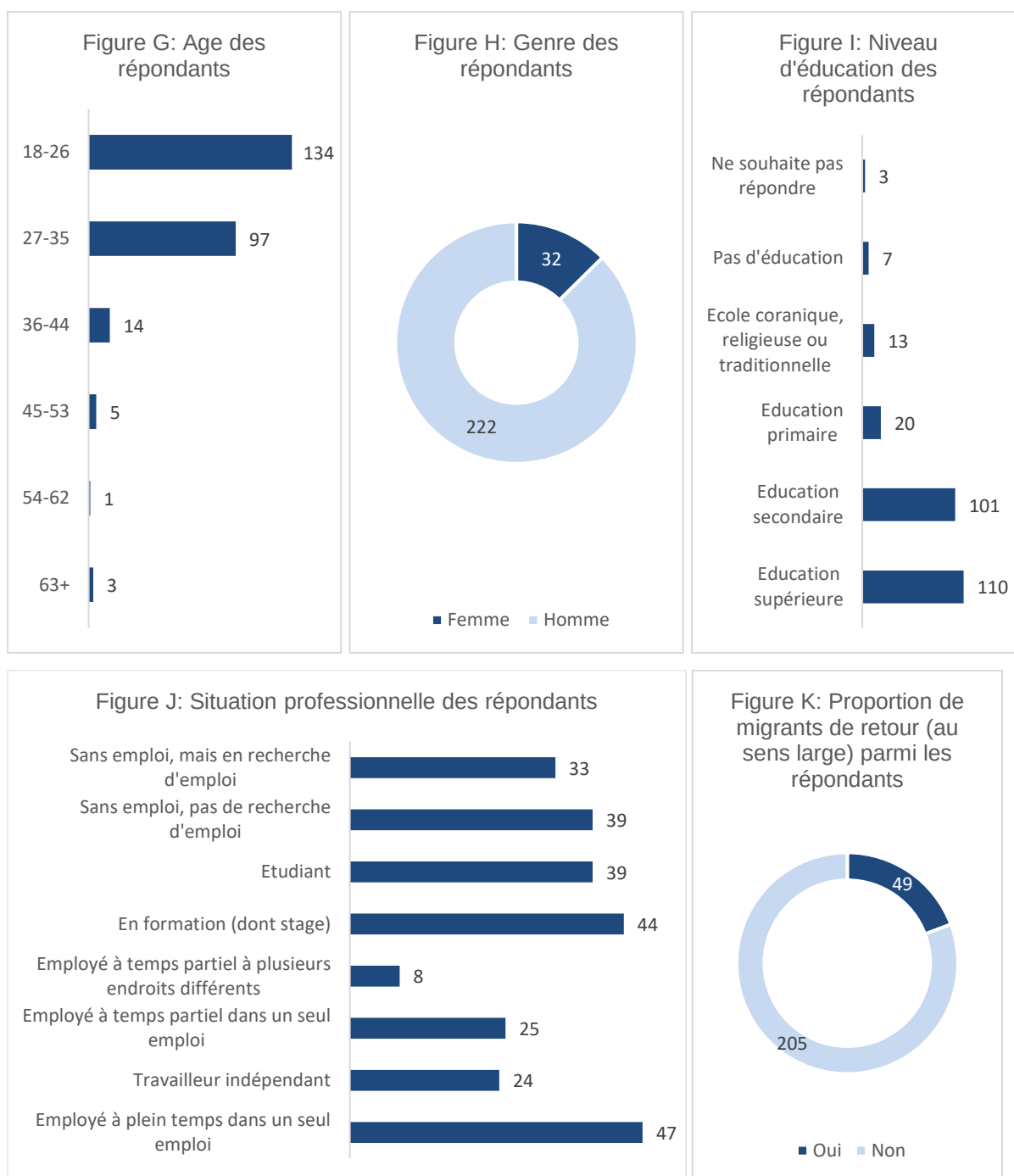
5.3. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE SUR LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

L'enquête des cycles 2 et 3 en Guinée a permis d'interroger un total de **254 personnes exposées à des activités de sensibilisation** financées par le FFU.

- ✓ **Objectifs de l'enquête** : 100 répondants à chaque cycle.
- ✓ **Répartition entre PMO** :

- En Guinée, les répondants ont été exposés à des activités de sensibilisation mises en œuvre par l'OIM, et ENABEL ou le PNUD pour INTEGRA.
- La répartition a été ~80 % OIM (activités interpersonnelles et médiatiques) et ~20 % INTEGRA (activités interpersonnelles)
- ✓ **Régions couvertes** : Conakry, Boké, Mamou et Kindia.
- ✓ **Critères d'éligibilité à l'enquête** :
 - Âgés de 18 ans ou plus ;
 - Nationalité guinéenne ;
 - Résidant dans une zone accessible logistiquement et sécuritairement ;
 - Ayant participé à une activité de sensibilisation mise en œuvre par l'OIM, ENABEL ou le PNUD ou leurs partenaires et/ou ayant été exposés à de la sensibilisation via une communication de masse, mise en œuvre par ces mêmes acteurs.
- ✓ **Sélection des bénéficiaires** :
 - Les bénéficiaires ont été identifiés à partir de listes de contacts et de partenaires de terrains (notamment l'OGLMI pour l'OIM). La technique de la boule de neige a également permis d'identifier des répondants supplémentaires. Cette approche n'a pas permis d'échantillonnage.
- ✓ **Biais possibles** :
 - Biais méthodologique : pas d'échantillonnage systématique possible. Les données récoltées sont indicatives de la réception des activités de sensibilisation par leur public cible en Guinée, mais ne sauraient être statistiquement représentatives. Mesures de mitigation : orientation des enquêteurs lors de la boule de neige, consigne de ne pas sur-représenter un type d'activité ou un type de profil afin de capturer une variété d'expériences, etc.
 - Biais de désirabilité sociale : possible tendance des répondants à l'enquête à vouloir se montrer sous un jour favorable. Mesures de mitigation : formation des enquêteurs afin d'assurer l'anonymat et la confidentialité des réponses.

5.4. PROFIL DES REpondANTS A L'ENQUETE SUR LA SENSIBILISATION



5.5. CONSENTEMENT ET PROTECTION DES DONNEES (POUR LES DEUX ENQUETES)

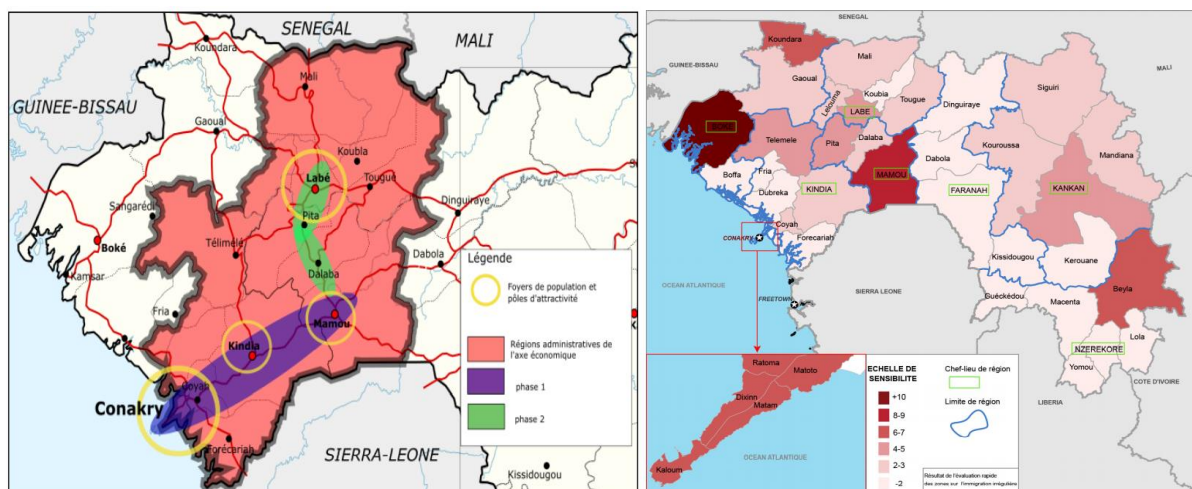
- ✓ Les enquêteurs sont formés au respect des principes éthiques lors de la collecte des données. Les données sont collectées sur le logiciel ODK Collect sur des tablettes / smartphones protégées par un mot de passe. Une fois soumises, les données d'enquête sont stockées sur un serveur sécurisé avec accès restreint (seule l'équipe TPML d'Altai Consulting y a accès).
- ✓ Les répondants sont informés en début et en fin d'entretien de l'anonymat et de la confidentialité de l'enquête. Leur consentement est obligatoirement recueilli par l'enquêteur avant le début du questionnaire.

- ✓ Pour protéger l'identité des personnes interrogées, leur nom complet n'est pas enregistré lors des entretiens. Le numéro de téléphone des répondants est collecté avec leur consentement pour un potentiel futur contact, et les autres informations collectées sont traitées de manière confidentielle.

6. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE D'INTEGRA

Le rapport TPML cycle 1 mettait l'accent sur la non-coïncidence géographique des zones d'intervention des composantes ENABEL et GIZ d'INTEGRA avec les zones de forte émigration, en soulignant plus précisément le cas des préfectures de Boké et Beyla, identifiées par l'OIM comme particulièrement « vulnérables » à la migration dans un exercice cartographique de prévision des flux (voir carte 4 ci-dessous ; la carte 2 présentées dans le rapport a validé ces prévisions). Ce constat suggère que les données migratoires récoltées dans la cadre de l'Initiative conjointe en vue de soutenir la conception de politiques et programmes basés sur des éléments factuels n'ont peut-être pas suffisamment été prise en compte dans la définition des zones d'intervention du programme INTEGRA. Une meilleure correspondance géographique aurait maximisé la contribution d'INTEGRA aux objectifs du FFU en matière de réintégration des migrants de retour (en permettant par exemple des référencements plus nombreux). Au-delà d'INTEGRA, l'approfondissement et le partage de l'analyse des causes de la migration irrégulière dans les zones les plus vulnérables et la cartographie des zones de retour auraient été utiles tant pour l'orientation des politiques du gouvernement que pour la définition de l'ensemble des programmes financés par l'Union européenne et les autres partenaires techniques et financiers.

Carte 3 et 4 : Zone d'intervention de la composante INTEGRA emmenée par ENABEL (gauche) et zones vulnérables à la migration irrégulière (droite) selon l'OIM en 2017

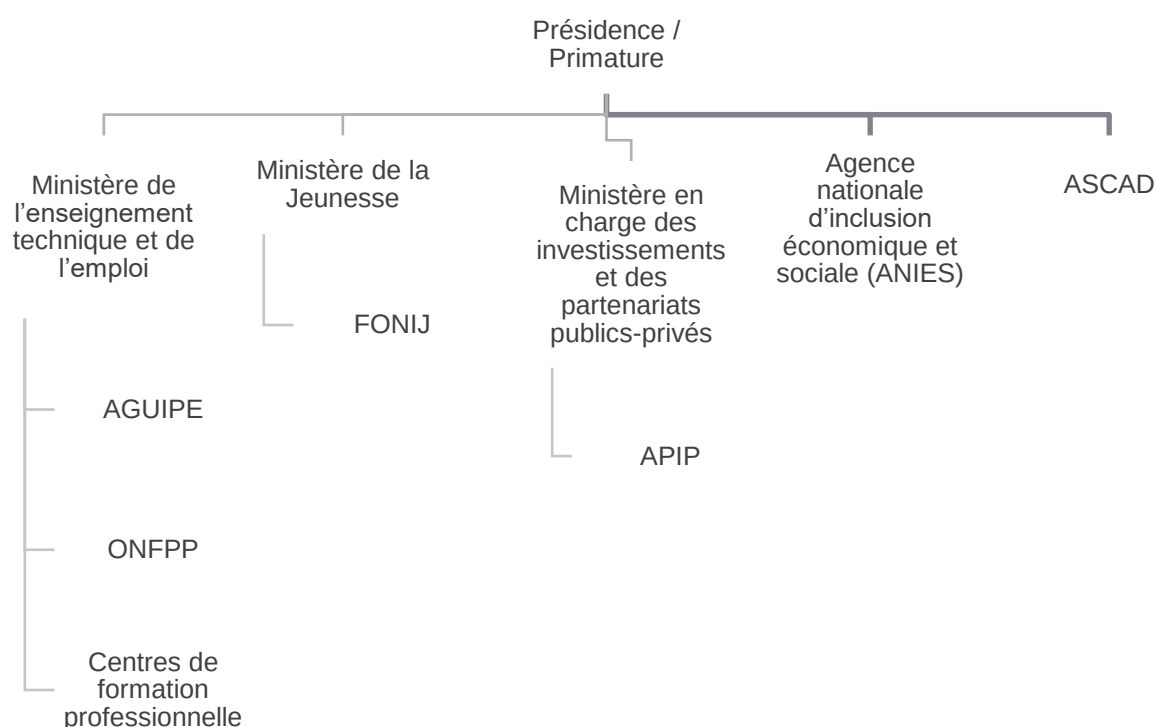


7. LE MECANISME DE SUIVI/ACCOMPAGNEMENT ET VALIDATION DES MICROPROJETS DE L'OIM

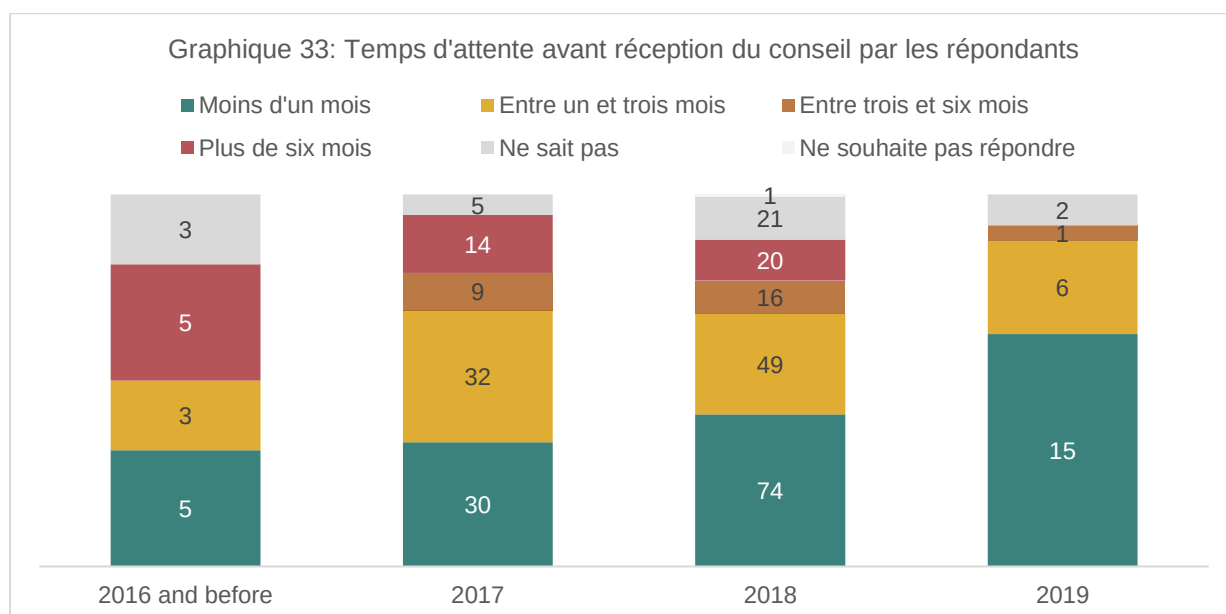
Consultants ; Assistants projet et réintégration	Les consultants aident à la réalisation des plans d'affaires des migrants. Ils réalisent un suivi régulier des projets de réintégration et rapportent directement au chargé de suivi-évaluation et à l'équipe réintégration de l'OIM. De plus, pour chaque secteur d'activité (agriculture, commerce, artisanat, etc.), des techniciens de l'Etat sont mis à la disposition du projet afin d'accompagner les jeunes migrants.
---	---

Comité de Suivi-Proximité (CSP)	Il existe un CSP dans chaque préfecture de Guinée où des projets sont mis en œuvre (23). Les CSP sont composés du secrétaire général chargé des collectivités, du directeur des microréalisations (DMR), du directeur préfectoral de la jeunesse (DPJ), du directeur préfectoral de l'action sociale (DPAS) et d'un représentant de la société civile. Ils assurent le rôle de suivi rapproché, de garantie de redevabilité et aide à gérer les tensions au sein de projets. Pour ce faire, les leaders des projets sont en lien avec les CSP pour faire remonter les difficultés et/ou besoins. Au bout de trois visites et si le projet est toujours opérationnel, le soutien est considéré comme terminé.
Unité technique régionale (UTR)	Les UTR, découlant des comités de pilotages de l'initiative (centrale et dans les cinq régions – Conakry, Boké, Mamou, Labé, Kankan et N'zérékoré) sont composées de staff de l'OIM, de représentant des ministères concernés, dont agriculture et élevage, et de la société civile. Les plans d'affaire leur sont soumis pour évaluation et validation le cas échéant. Les sessions d'évaluation/validation des plans de réintégration se tiennent de manière bimensuelle. Les UTR sont aussi chargées du suivi des projets de réintégration (y compris lors de sorties sur le terrain) en lien avec les CSP sur une fréquence mensuelle. Chaque mois, trois rapports réalisés par les consultants OIM, les CSP et les UTR sont compilés et transmis à l'équipe M&E de l'OIM. Ce suivi permet de faire l'état des lieux de tous les projets installés dans toutes les régions et de formuler des recommandations.

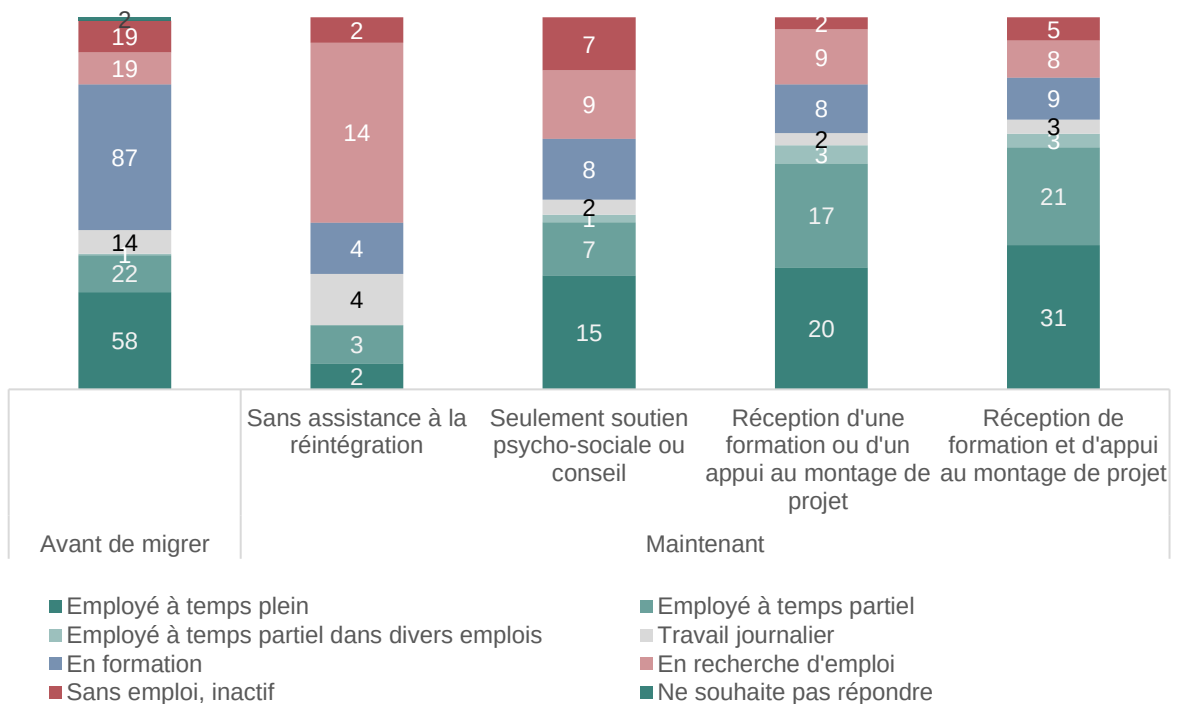
8. APERÇU DU PAYSAGE INSTITUTIONNEL DES ACTEURS PUBLICS COMPETENTS EN GUINEE SUR LE SOUTIEN A L'INSERTION PROFESSIONNELLE



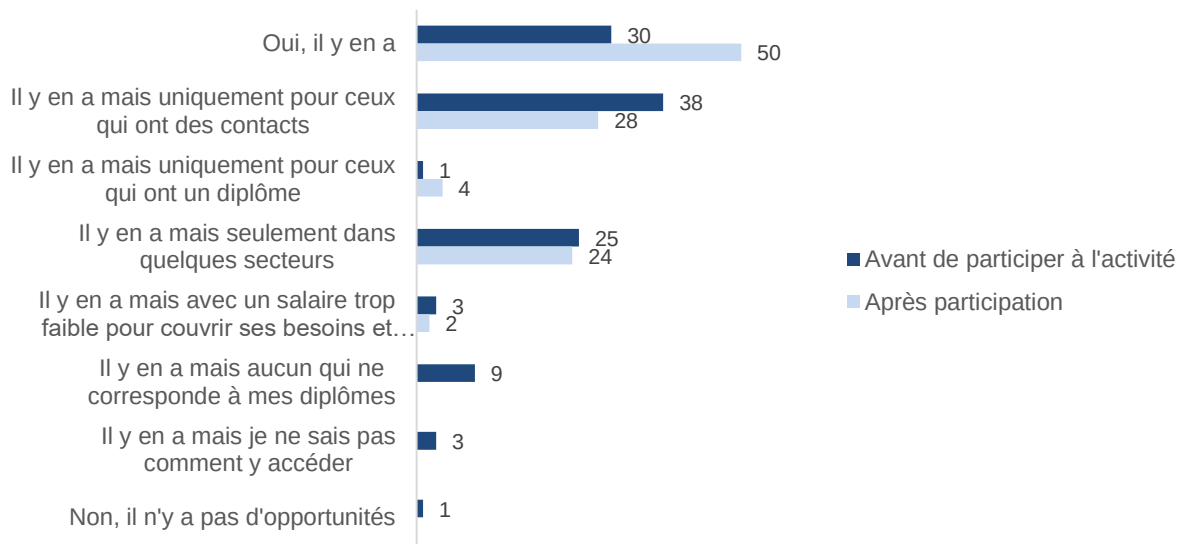
9. AUTRES DONNEES ET ANALYSES



Graphique 34: Impact des divers types d'aide à la réintégration sur la situation professionnelle des répondants



Graphique 35: Perception par les répondants de l'existence d'opportunités d'emploi en Guinée



10. AVANTAGES ET DESAVANTAGES DE L'UTILISATION DES RESEAUX SOCIAUX DANS LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION IDENTIFIES PAR L'OIM DANS SON ETUDE PILOTE SUR LE SUJET

Avantages	Désavantages
- Atteindre un large public à faible coût - Facile de mesurer l'engagement des utilisateurs en se basant sur diverses outils (clics, partages, vues, likes, commentaires, etc.) - Possibilité d'être créatif avec des messages, images, vidéos et textes différents, permettant d'augmenter le trafic vers d'autres pages web liées à la migration et vers des pages de réseaux sociaux liées à la migration - Disposer d'une large base d'utilisateurs - Disposer d'un grand nombre de données pour cibler les personnes en fonction de caractéristiques clés telles que le sexe, l'âge le lieu, le comportement et l'éducation - Facile à mettre en place et à gérer sur les réseaux sociaux	- Il n'est pas certain que le public touché représente le public cible - La mesure de l'engagement des utilisateurs (clics, partages, vues, likes, commentaires etc.) n'est pas un bon indicateur des changements de perceptions, d'attitudes et de comportement, qui sont des objectifs communs des campagnes de sensibilisation - Difficile de mesurer les changements dans le temps car il est difficile d'obtenir les réactions du même utilisateur deux fois - Le type d'intervention est limité aux messages contenant des messages, des images ou des vidéos courtes - Dans les pays à faible revenu, la pénétration de Facebook est faible (20 à 40 %), la connectivité d'Internet est faible et le profil des utilisateurs peut changer au fil du temps - Préoccupations éthiques liées au ciblage potentiel de groupes vulnérables et aux problèmes de confidentialité des données - Les gens pourraient facilement être « saturés » par trop de campagnes menées par différents PMO et perdre leur intérêt - Les coûts par rapport à l'impact restent peu clairs ; cependant, les différences de coûts par rapport aux événements « directs » sont beaucoup plus faibles qu'il n'y paraît à première vue - Par rapport aux activités « directes », les activités en ligne peuvent toucher des personnes avec des messages seulement à un moment donné